

MITTERRAND :
**«VOICI LE PROGRAMME
ECONOMIQUE
QUE JE PROPOSE
AUX FRANÇAIS»**





“ MON PROGRAMME ÉCONOMIQUE ”

par

FRANÇOIS MITTERRAND

LA crise économique que nous vivons, vous en connaissez tous le bilan : désordre monétaire international, inflation généralisée à un rythme élevé et croissant, menaces sur l'emploi et, plus gravement, menaces de récession pour certains secteurs. A tout cela s'ajoutent les problèmes considérables posés par la volonté légitime du Tiers-Monde d'obtenir de ses matières premières et de son énergie un prix normalement rémunérateur.

Les échéances sont redoutables. Un ralentissement de l'expansion est certain à 4,5 %. Il peut tourner à la récession (en janvier 1974, 1 740 entreprises françaises ont fait faillite, contre 600 usuellement). Notre balance commerciale est maintenant lourdement déficitaire (18 à 20 milliards de francs), et pour longtemps. Une forte augmentation du chômage est prévisible pour l'automne, et l'inflation (entre 15 et 18 % en rythme annuel), qui sévit dès aujourd'hui à un rythme presque double de celui de l'Allemagne, menace de s'aggraver encore.

La science économique est muette devant ces situations. Les techniques traditionnelles de lutte contre l'inflation se retournent en boomerang : l'encadrement du crédit oblige les entreprises à augmenter leurs prix ; et l'équilibre budgétaire traduit la renonciation de la puissance publique à intervenir là où il le faut pour augmenter l'offre, diminuer les coûts, subventionner des baisses de prix. Face à ces lacunes, la dévaluation n'est qu'un expédient qui ne permet pas de rétablir les équilibres extérieurs.

La politique économique suivie depuis quinze ans a donc fait faillite, tout comme l'outillage théorique sur lequel elle s'appuyait.

En effet, les raisonnements, même

sophistiqués, utilisés toutes ces dernières années, ne se justifient que dans le cadre d'une logique très éloignée de la réalité actuelle, celle des années de 1930-1940 ; ils sont maintenant caducs : l'inflation, phénomène socio-économique, ne peut pas être résolue par des mesures de technique monétaire, mais en s'attaquant aux inégalités de richesses, de pouvoir et de productivité. La politique actuelle globale, à courte vue et centralisatrice, correspond à une analyse trop schématique qui conduit inévitablement au dilemme inflation-chômage ; réduire l'inflation par des mesures globales crée, en effet, inévitablement, du chômage et réciproquement.

Cette politique se fonde en fait sur de vieilles doctrines, savamment maquillées dans un discours technique, avec toujours des objectifs à courte vue et sans cesse changeants. Cela me fait penser à ce que Bertrand de Jouvenel disait des hors-bord : « **Cela fait du bruit, cela va vite, mais cela ne va nulle part.** »

Le seul legs positif de cette gestion est que la France n'a guère de dette extérieure et dispose de réserves de 35 milliards de francs qui pourraient s'apprécier à un niveau supérieur si l'or, stérilisé actuellement par un prix officiel sans signification, pouvait être monnayé enfin dans de bonnes conditions. Ce legs est d'ailleurs dû essentiellement au redressement de la natalité depuis la dernière guerre, au travail et à l'innovation des Français au moins autant qu'à la politique gouvernementale.

Cette situation sérieuse nous conduit, à l'inverse de ce qui fut la règle jusqu'ici, à aborder la gestion économique, avec le **souci de maîtriser en priorité l'inflation, de réduire les inégalités, de mettre en œuvre la politique économique sélective**

et les réformes de structure nécessaires pour retrouver les équilibres économiques adaptés à la nouvelle situation mondiale.

L'action conjoncturelle s'inscrit alors dans un calendrier à long terme et permet la modulation dans le temps d'une action en profondeur. Elle ne se réduit pas à des performances momentanées, qui camouflent injustice, gaspillage, destruction de l'environnement, aggravation des conditions de travail et absence de rigueur dans la gestion et risquent d'hypothéquer l'avenir plus profondément encore.

Une nouvelle doctrine et une nouvelle politique économique sont nécessaires. Pour les préciser, on peut dégager quelques idées simples :

● **Les inégalités sont une cause majeure de l'inflation** : d'une part, les inégalités de richesse font qu'une catégorie d'agents de plus en plus réduite détient la **maîtrise des prix** ; la concurrence disparaissant dans des secteurs clés, elle peut en fixer le niveau à sa guise pour accroître ses profits. Par là, elle détient aussi le **pouvoir d'investir**, c'est-à-dire d'accroître encore l'inégalité en sa faveur. D'autre part, les différences de productivité entre secteurs et entreprises permettent aux plus forts d'aligner leurs prix sur les moins productifs : les gains de productivité réels ne sont pas transmis au consommateur.

● **L'inflation aggrave les inégalités** : les fortunes s'accroissent chaque jour par les plus-values alors que les revenus des plus faibles prennent un retard croissant sur les prix ; l'épargne populaire est sans cesse érodée par l'inflation ; la productivité se différencie davantage de secteurs en secteurs.

● **Seules des mesures structurelles et une gestion sélective** permettront à la fois de faire participer les grandes entre-

L'autonomie des entreprises restera totale... La santé monétaire sera la priorité absolue...

prises à l'intérêt général, d'affaiblir leur pouvoir sur les prix et de réduire la composante spéculative de l'inflation.

Enfin, il ne faut jamais créer une demande sans créer d'offre, ne pas proposer de dépenses sans avoir de ressources, pour ne pas aggraver l'inflation.

Il faut donc, en particulier, une séparation claire et stable entre secteur public, décentralisé et efficacement géré, et un secteur privé de plus en plus dynamique, auquel doivent être fournis les moyens d'une restructuration efficace.

Cette séparation et la renaissance du Plan sont les deux moyens d'une politique structurelle et sélective pour recréer un consensus économique et social, condition de la stabilité économique, de l'expansion et de la plus juste répartition des richesses.

Ma politique économique s'inscrira dans les limites du possible. Sa mise en œuvre se fera avec la rigueur de toute bonne gestion économique. Elle se déroulera en trois étapes.

Il nous faut d'abord redresser le franc, il nous faut ensuite redonner à la collectivité les moyens de maîtriser son économie pour aborder enfin la période normalement régie par le Plan en fonction de notre objectif de civilisation : une croissance plus consciente.

« Une croissance plus consciente » (cinq ans)

Elle appelle des choix de société et des moyens d'exécution définis par le Plan.

DES CHOIX DE SOCIÉTÉ

Il s'agira de réorienter les besoins et donc la demande aux entreprises vers des biens plus significatifs d'un projet de civilisation. A mon sens, les cinq options majeures d'un tel plan devraient être les suivantes :

- 1 donner à chacun le temps de vivre (conditions de travail, durée du travail, vacances, transports urbains) ;
- 2 revaloriser les fonctions techniques dans l'entreprise et permettre une accession plus large à la prise de décision ;

3 réduire les inégalités de toute nature (santé, pouvoir, savoir) et créer les bases concrètes d'un accès réel à l'égalité sociale. Il faudra pour cela sortir en partie de l'économie marchande en allant vers la gratuité des transports urbains et celle de la santé, grâce à la maîtrise de la Sécurité Sociale et des groupes pharmaceutiques ;

4 réorienter les productions vers les exigences de qualité de la vie (biens plus durables, écologie, équipements des villes, protection de l'environnement, services sociaux) ;

5 intégrer durablement la France dans l'économie internationale en diversifiant ses échanges pour assurer son indépendance dans le cadre d'une véritable Europe.

UN PLAN SOCIAL ET DECENTRALISE est l'instrument de choix.

Dès janvier 1975, un grand débat s'ouvrira au niveau régional, permettant de définir des options et des programmes propres à chaque région. Les résultats permettront d'élaborer des politiques régionales dont la discussion et la synthèse nationale aideront à promouvoir le pouvoir régional.

Il est essentiel que le Plan soit exécuté. Les moyens en sont : l'action structurelle du budget, l'orientation sélective du crédit et le rôle d'un secteur public étendu aux pôles de domination essentiels de l'économie.

Mais il n'est pas question d'un plan administratif ni, comme le disent nos adversaires, d'une conduite policière ou bureaucratique de l'économie. Le Plan n'agira pas par la norme ou le règlement mais par de puissants barèmes incitatifs concernant en moins ou en plus aussi bien le crédit que l'impôt. L'autonomie des entreprises restera donc totale, quelles soient gérées par des directions nommées par l'Etat, par des patrons privés, ou par leurs travailleurs comme le sont dès aujourd'hui certaines coopératives.

Mettre la France en condition de réaliser un tel plan n'est pas chose simple. Il y faut d'abord retrouver la santé monétaire et ce sera la priorité absolue des quelques premiers mois du nouveau gouvernement, priorité sur les moyens de laquelle je terminerai. Il y faut ensuite redonner à la collectivité nationale la maîtrise de son économie, et ce sera la priorité de la période de dix-huit mois qui suivra le rétablissement monétaire, pendant laquelle sera préparé le plan que je viens d'évoquer à grands traits :

Maîtriser l'économie et réduire les inégalités (18 mois)

— transformer le rôle de l'Etat,
— lancer les politiques structurelles les plus immédiatement nécessaires,
— définir et engager la politique économique internationale de la France.

LE RECORD DES INÉGALITÉS SOCIALES

La répartition des fruits de la croissance économique est profondément injuste.

En se fondant sur les propres statistiques du ministère des Finances (Comptes de la Nation), on constate que, de 1959 à 1972 :

- Les prestations familiales, pour une famille de 2 enfants, n'ont progressé que de 2,9 % par an (et les prix de 4,3 %). Les familles se sont appauvries en 12 ans.
- Les salaires par tête ont augmenté de 9 %.
- Les profits des entreprises privées, eux, ont augmenté de 12,8 % par an.

Comparée à l'étranger, la France a actuellement le record des inégalités sociales.

- « La France, ruban bleu des écarts hiérarchiques », d'après l'enquête de l'O.N.U. sur l'inégalité des revenus.
- L'évolution du pouvoir d'achat des salariés a été plus lente que chez tous nos partenaires de la CEE élargie (à l'exception de la Grande-Bretagne).

De 1963 à 1972 : Danemark : + 68,4 %
Italie : + 62,1 %
Belgique : + 56,2 %
Irlande : + 51,1 %
Pays-Bas : + 50,1 %
R.F.A. : + 49,6 %
France : + 45,9 %

- Enfin, d'après une étude de l'O.N.U., le rapport du revenu moyen des 10 % des Français les plus pauvres au revenu moyen des 10 % des Français les plus riches est de 1 à 76. (En Grande-Bretagne, par exemple, il est de 1 à 15.)

Le droit de la femme à disposer d'elle-même et à maîtriser la maternité...

TRANSFORMER LE ROLE DE L'ETAT est un impératif de toute action efficace. Nous avons une administration envahissante, bureaucratique et tâtilonne mais qui gouverne à court terme sans aucune vue d'avenir. Corriger ces deux défauts appelle d'abord une amélioration de notre information économique, sur les revenus et les fortunes, sur le travail et les qualifications, sur la situation et les besoins réels des entreprises, en trésorerie comme en fournitures, notamment importées.

J'entends bien plus encore donner au **secteur public**, élargi comme le prévoit le programme commun aux pôles de domination essentiels de l'économie, les moyens et l'autonomie nécessaires à une gestion industrielle efficace.

La souplesse de l'économie devra être préservée par une forte **décentralisation** du pouvoir, aussi bien au niveau régional qu'à l'intérieur des grandes entreprises.

Enfin, l'administration centrale devra se décharger le plus possible des tâches de gestion qui sont l'affaire des collectivités locales, des entreprises et groupements de consommateurs, de locataires ou d'usagers des services publics pour se limiter aux tâches de prévision, d'orientation et d'impulsion, à quoi doit se limiter son action.

LANCER LES POLITIQUES STRUCTURELLES les plus immédiatement nécessaires, concernant dans l'ordre économique cinq domaines :

— une société plus juste, cela commence, sans s'y limiter, par la **fiscalité**, dans laquelle il faut de toute urgence rétablir la justice en réduisant la fraude, qui prive actuellement l'Etat de 50 milliards de ressources, en modifiant l'impôt sur les sociétés pour élargir sa base, en rendant plus juste l'imposition des commerçants, des artisans, des agriculteurs, en élargissant la notion de plus-values imposables, en modifiant la structure de l'impôt sur l'héritage, au-dessus de 2 millions de nouveaux francs, en créant une taxe sur les très grosses fortunes et une taxe foncière sur les terrains à bâtir pour lutter contre la spéculation ;

— **l'énergie** où il faut rechercher une moindre dépendance ;

— **l'agriculture**, puissant réservoir d'exportations potentielles précisément dans les productions animales et les fruits et légumes qui sont les plus grands utilisateurs

de travailleurs. Mais il n'est pas là de revenu efficacement garanti sans d'importantes transformations de structure ; — **le développement régional**. Il ne s'agit pas là seulement de la préservation de la nature et de la lutte contre la conversion en désert de certaines de nos régions. Il s'agit de parvenir **au plein emploi sur une base régionale** et de répartir harmonieusement la croissance sur le territoire. Un secteur public inventif et dynamique peut y aider, de même que le soutien à des expériences pilotes, un financement efficace du risque industriel pouvant aller jusqu'à l'assurance de ce risque et naturellement la politique de formation permanente ;

— enfin **l'exportation** qu'il faudra savoir encourager beaucoup plus intensément qu'on ne le fait actuellement.

Les politiques structurelles immédiatement nécessaires concernent également le **domaine social** car la santé d'une éco-

nomie dépend d'abord de l'harmonie qui règne dans la société qu'elle régit. Mais le social, dans ce qu'il a de quantitatif, dépend de l'économique : **il n'est pas question de créer une demande supérieure à l'offre possible et toutes les réformes s'inscriront dans le cadre des ressources disponibles**. Quatre domaines s'imposent immédiatement.

La dureté du travail industriel conduit les travailleurs à souhaiter le retour effectif à une durée du travail de 40 heures et la généralisation de la cinquième semaine de congés payés. Sans préjuger d'un calendrier précis, ces objectifs doivent être réalisés rapidement.

L'état de notre **urbanisme** et de nos villes appelle des mesures urgentes en matière, notamment, de lutte contre les surdensités, de transports publics et d'équipements collectifs.

Le statut très défavorisé de la **femme** dans la société française me conduit à assurer dans cette même période une véritable égalité devant le droit au travail et la promotion et à la formation des possibilités réelles de garde des enfants, le droit de la femme à disposer d'elle-même et à maîtriser la maternité. Enfin, les **exclus de notre société** appelleront tous mes soins. J'entends développer substantiellement tant l'appui de la collectivité aux handicapés, faire adopter la **charte des personnes âgées** qui a été préparée récemment et sur laquelle je reviendrai, et assurer aux travailleurs étrangers qui sont nos hôtes une situation d'égalité digne d'eux et digne de nous.

LA POLITIQUE ECONOMIQUE INTERNATIONALE D'UNE FRANCE D'ORIENTATION SOCIALISTE ne pourra être pleinement définie, par rapport aux deux superpuissances notamment, qu'après la stabilisation des rapports diplomatiques mondiaux à partir des orientations que j'ai déjà définies par ailleurs. Mais dans deux directions au moins, les choix fondamentaux doivent être engagés rapidement : la politique européenne et la politique à l'égard du Tiers-Monde.

L'Europe n'existe plus. L'Europe des marchands a fait faillite, car il n'y a pas pour les marchands de frontière significative aux limites de l'Europe. Il n'en subsiste pas moins une évidente communauté de culture et de traditions entre des pays devenus trop petits pour jouer seuls l'inquiétante aventure du monde

L'INEGALITE DEVANT L'IMPOT

« A revenu égal, impôt égal » : c'est la promesse jamais tenue des gouvernements de la V^e République.

Voyons quelle est la réalité des faits :

- La fraude et l'évasion fiscale** : près de 50 milliards de francs de revenus non salariaux échappent chaque année au fisc. Et M. Giscard d'Estaing se félicite d'en avoir récupéré 3 milliards en 1973...
- L'impôt sur la consommation** est plus important que l'impôt sur le revenu. C'est l'un des systèmes les plus archaïques d'Europe et qui conduit à des situations telles que celle-ci : une personne du 3^e Age ne touchant que son allocation vieillesse (3 400 F par an) payait, en 1971, 400 F d'impôts par le seul fait de la T.V.A. **Même les impôts indirects pèsent plus sur les pauvres que sur les riches.**
- L'impôt direct sur les salariés s'est alourdi. Il s'est allégé sur les profits des grosses entreprises.**

Voici, d'après les Comptes de la Nation, quelle est la part du produit national brut (P.N.B.) payée par les salariés et par les entreprises privées au titre de l'impôt direct.

	1959	1972
Salariés	4,4 %	5,1 %
Entreprises privées.	2,4 %	1,9 %

L'indexation de l'épargne confortera l'épargne populaire et stoppera l'érosion...

moderne. L'heure est à l'**Europe des peuples**, l'Europe des travailleurs, l'Europe des services publics, l'Europe de l'économie collectivement maîtrisée. **Une condition en est la réintégration dans le serpent des monnaies européennes**, dûment renouvelé. J'y reviendrai dans un instant. Le reste dépend de nos partenaires. Pourquoi ne pas leur proposer l'égalisation du statut des travailleurs, une communauté européenne de production et d'achat d'énergie, la mise en place rapide du fonds d'intervention régionale ?

C'est aujourd'hui par rapport au Tiers-Monde que se définit la dignité d'une politique internationale. Il faut intégrer dans nos prévisions et dans nos plans des hausses régulières des prix des matières premières, à la mesure des différences entre les rythmes d'augmentation des productivités. Une coopération élargie mais sous le contrôle politique de ceux qui en bénéficient, une aide aux pays les plus démunis, et une division internationale du travail qui permette leur développement industriel.

Mais tout cela perdrait son sens dans une économie en déroute monétaire. La

toute première tâche de ma gestion concernera donc les moyens de revaloriser notre monnaie.

« Une monnaie plus forte » (six mois)

Le problème conjoncturel que nous avons à résoudre est complexe dans la mesure où l'héritage est lourd. Il s'agit, en effet, à la fois :

- de stopper l'inflation,
- de garantir le plein emploi ou les ressources équivalentes,
- de corriger tout de suite les injustices les plus criantes,
- de rétablir l'équilibre extérieur.

STOPPER L'INFLATION

Deux mesures immédiates sont mises en œuvre :

- un **blocage temporaire des prix** auquel aucun gouvernement ne peut échapper ;
- une réduction du taux de TVA sur les biens de première nécessité pour lesquels il n'y a pas de goulets de production.

Il faut, dans le même temps, éviter une brutale accélération de la consommation d'ensemble :

— l'**indexation de l'épargne** confortera l'épargne populaire et stoppera l'érosion immorale par l'inflation ;

— l'**emprunt de 10 milliards** indexé sur les prix ira dans ce sens, en dehors des fonds qu'il fournira pour financer les investissements publics et industriels indispensables.

Mais toutes ces mesures seraient insuffisantes si ne s'amorçait immédiatement :

— **une grande négociation avec les syndicats** afin de jeter les bases d'une transparence sociale et d'une harmonisation nouvelle des revenus dans le cadre de la croissance actuelle. Un gouvernement de gauche peut l'obtenir car seul il peut le rendre crédible à ses partenaires syndicaux, relèvement des bas salaires, révision de la grille hiérarchique, garantie de revenus agricoles, échelonnement des hausses seront immédiatement négociés avec des responsables syndicaux dont chacun connaît le sens des responsabilités.

GARANTIR LE PLEIN EMPLOI OU LES RESSOURCES EQUIVALENTES

La crise de l'énergie précipite le processus de mutation industrielle. Des secteurs entiers, faute de réelle planification, s'interrogent sur leur avenir face aux défis d'aujourd'hui. Des risques sérieux de dégradation sectorielle de l'emploi sont déjà perceptibles : jeunes femmes et travailleurs âgés sont les premiers touchés.

Nous donnerons les moyens de faire face à des risques que les travailleurs ont trop souvent supportés.

Il faudra évidemment tout de suite pallier les insuffisances du système actuel et garantir les ressources aux chômeurs par :

- le renforcement du système de couverture du chômage et d'orientation professionnelle ;
- garantir un revenu minimum (2/3 du SMIC) et une formation professionnelle aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.

La réduction de la durée du travail à revenu constant (durée hebdomadaire du travail, âge de retraite) commencera par les tâches les plus pénibles et en tenant compte de l'état du marché de l'emploi suivant les régions et les secteurs.

LES EPARGNANTS NE DOIVENT PLUS ETRE VOLES

Actuellement, épargner, c'est accepter d'être volé. Les chiffres sont éloquents :

- les dépôts en Caisse d'Epargne sont rémunérés à 6 %.
- le taux d'inflation est de l'ordre de 15 %.

L'indexation que je propose répond à un double souci :

- de justice,
- de réalisme économique : nos objectifs d'investissements ne sont pas tenables sans un important effort d'épargne des Français.

Une politique globale de l'épargne suppose donc :

- la **suppression de la discrimination entre gros et petits épargnants**. Actuellement, un dépôt en Caisse d'Epargne est rémunéré à 6 % alors que la rémunération des dépôts en banque d'un montant supérieur à 100 000 F est libre et suit pratiquement les taux du marché monétaire ;
- l'**encouragement de l'épargne à long terme**. Elle est indispensable à un financement non inflationniste des investissements.

C'est dans cette perspective, notamment, que seront définies les conditions d'émission de l'emprunt d'Etat qui a déjà été annoncé.

C'est dans cette perspective également que sera étudiée la hiérarchie des taux ainsi que la mise en place des formules d'indexation.

D'autre part, cette politique de l'épargne comportera la mise en œuvre à titre temporaire de **mécanismes d'indexation**. Pourquoi une indexation **temporaire** ?

L'indexation répond :

- **dans l'immédiat** à une exigence d'équité (compte tenu de la situation dont nous héritons) ;
- mais son maintien à **terme** traduirait une persistance de la méfiance à l'égard de la monnaie.

Comme notre objectif est une **monnaie forte**, nous ne pouvons considérer l'indexation que comme une béquille à supprimer dès que la malade sera rétablie. La suppression de l'indexation à l'issue de cette période ne remettra bien évidemment pas en cause les avantages acquis, à savoir l'indexation sur l'épargne bloquée au-delà de cette période.

Les inégalités sont à l'origine de l'inflation. Nous sommes donc décidés à les combattre.

CORRIGER LES INJUSTICES LES PLUS CRIANTES

Les inégalités sont pour nous à l'origine de l'inflation. Nous sommes donc décidés à les combattre aussi bien sur le plan de la technique économique que sur celui de la justice sociale.

Et la lutte sera tout de suite engagée :

- échelle mobile,
- relèvement du SMIC à 1 200 F,
- revalorisation du traitement des fonctionnaires,
- relèvement de 50 % de l'allocation aux handicapés majeurs,
- relèvement de 50 % de l'allocation vieillesse,

qu'il faut évidemment rapprocher des mesures déjà annoncées : ressources des jeunes sans emploi, durée du travail, retraite à 60 ans.

Tout cela a été chiffré et correspond

GISCARD D'ESTAING AVAIT PROMIS...

23 septembre 1971 : « La hausse des prix se ralentira dans quelques mois. »
Janvier 1972 : « Notre objectif est de revenir le mois prochain à un taux de hausse mensuelle de 0,3 %. »

24 mai 1973 : « La hausse de nos prix, du 1^{er} janvier au 31 décembre 1973, devra être inférieure d'un point à celle de nos principaux partenaires et concurrents européens. »

... ET VOICI LA REALITE

Deux dévaluations : une officielle en 1969 (— 12,5 %), l'autre, camouflée par le flottement en janvier 1974, et qui s'est traduite par une décote de 8 % à 10 % sur les marchés des changes.

Une dégradation catastrophique vis-à-vis de l'Allemagne, notre principal partenaire :

- le franc a perdu plus de 80 % de sa valeur par rapport au DM depuis 1959,
- au cours des 5 dernières années, cette perte de valeur est de 50 %. Cette dépréciation s'étend vis-à-vis de nos autres partenaires : le franc a perdu 7 % de janvier à avril 1974 par rapport aux monnaies des pays européens avec lesquels la France réalise 60 % de son commerce extérieur.

pour le budget 1974 à un coût global de 9 milliards de francs que couvrent les excédents **inflationnistes du budget**. Si l'on ajoute le coût de la hausse du SMIC qui n'est pas à la charge de l'Etat, le coût de ces mesures pour la collectivité nationale **représentera 1 % de la Production Intérieure Brute**.

Bien sûr, il ne s'agit là que des mesures sociales **immédiates** évaluées avec les informations dont je peux disposer. Elles ne constituent que les premiers éléments du projet social que j'aurai l'occasion d'aborder par la suite.

J'ajouterai que, dans ce cadre, notre souci constant est et sera la rigueur. Nous avons strictement limité nos dépenses immédiates aux ressources connues. Or, il y a un doute sur ces dernières car le ministère des Finances monopolise et manipule l'information financière et économique.

Il est évident que si les moyens financiers sont plus élevés, nous relèverons aussi nos objectifs. Je crains, d'ailleurs, dans cette campagne électorale, une débâche de promesses démagogiques qui, une fois de plus, ne seraient pas tenues et ne donneraient aux Français que de la fausse monnaie, aggravant l'inflation.

L'EQUILIBRE EXTERIEUR

Dans la situation actuelle, le déficit commercial devrait être environ de 18 à 20 milliards de francs en 1974. Compte tenu de l'emprunt public et de l'endettement privé à l'étranger, il est approximativement couvert aux 3/5. Mais au niveau

actuel des taux d'intérêt, la couverture totale par emprunt conduirait à payer l'an prochain près de 3 milliards en sus aux créanciers. L'objectif est donc de réduire le déficit à 15 milliards de francs.

Voici quels seront les moyens à court terme :

- politique systématique de revalorisation du franc avec retour dès que possible dans le serpent européen. Cette politique rendra les importations moins chères, sans freiner la progression des exportations peu sensibles aux variations de prix ; elle s'inscrit dans le cadre d'un renforcement de l'Europe monétaire et économique ;
- discipline collective pour l'utilisation de l'énergie (chauffage, circulation, industrie, etc.) ;
- développement de l'exportation sur les marchés extérieurs à la CEE ;
- contrôle strict des transferts de redevances sur brevets, licences et usages des techniques, marques de fabrique, etc. ;
- régulation sérieuse du crédit combinée à l'utilisation efficace des instruments actuels du contrôle des changes.

La présentation d'un programme n'appelle pas de conclusion. La politique que je viens d'esquisser se définit d'abord par sa cohérence et sa rigueur. Elle respecte les grandes orientations sur lesquelles les partis de gauche se sont engagés. Elle permet de construire une France maîtresse d'elle-même et sûre de son avenir national et international. Si les électeurs m'en donnent la possibilité, je serai fier d'avoir pu œuvrer dans ce sens.

*La seule idée de la droite
est de garder le pouvoir.
Mon premier projet
est de vous le rendre.*

Francis Mitterrand

“ On ne naît pas de gauche, on ne meurt pas à gauche comme si c'était une sorte de profession. Non. Ce n'est pas non plus une vocation, c'est un choix. Un choix fondamental...”

François MITTERRAND



Danielle Guoze et François Mitterrand le 28 octobre 1944, jour de leur mariage à l'église Saint-Séverin.



Parmi ses six frères et sœurs, en Charente (François Mitterrand est debout, le second à partir de la gauche).



1939 : la guerre. Mobilisé, François Mitterrand rejoint le front.



François Mitterrand, jeune avocat, dans les couloirs du



Danielle et François Mitterrand devant leur maison des Landes, entourés de leurs deux grands fils Gilbert et Christophe.



Il a fondé le principal mouvement de Résistance des prisonniers de guerre.



En conversation avec Mao Tsé-toung : Mitterrand a été le premier homme politique français reçu à Pékin.



Golda Meir reçue à Paris par François Mitterrand pour l'Internationale Socialiste (1973).

CE QU'EN PENSENT LES SPÉCIALISTES

(Suite de la dernière page)



Pierre Marcilhacy

Sénateur de la Charente

« Ce qui m'a surtout frappé dans le programme économique et financier de François Mitterrand, c'est qu'il met l'accent sur la stabilité de la monnaie.

Or j'ai toujours soutenu, depuis des années, que dans le cadre d'une économie mondiale à base capitaliste, la stabilité des échanges internationaux et leur expansion dépendent en priorité de la stabilité des signes monétaires qui sont les véhicules de l'économie.

Le programme économique et financier de François Mitterrand ne devrait à mon sens effrayer personne parce qu'il est à la fois sérieux et raisonnable. »

Pierre Drouin

Conseiller de la Direction « Le Monde »

« M. Mitterrand a créé un effet de choc en faisant démarrer sa campagne sur le thème de la « monnaie forte » et de la lutte contre l'inflation. Les premiers temps, on avait pu penser à des clauses de style. Il faut se rendre à l'évidence : les propositions, cette fois, sont sérieuses. »

Le Monde

Gilbert Mathieu

Chef des services économiques « Le Monde »

« Le candidat commun de la gauche a illustré la rigueur qu'il entend apporter à sa gestion économique à propos de chacune des trois étapes du plan social et financier dont le contenu est désormais précisé... Les esprits chagrins trouveront peut-être que M. Mitterrand va trop loin dans son rôle de « père la rigueur » dénonçant les désordres présents. Il a en tout cas fait bonne mesure et certainement contribué à rendre plus crédibles les desseins sociaux de la gauche. »

LE FIGARO

Alain Vernay

Directeur des services économiques et financiers « Le Figaro »

« En exposant son programme économique et social par tranches de six mois, dix-huit mois, cinq ans et en passant de l'une à l'autre avec la maestria d'un joueur professionnel qui bat ses cartes, M. François Mitterrand, hier, a fait preuve d'une honnêteté qui coïncide avec une très grande habileté. »



Jean Daniel

Directeur de la rédaction du « Nouvel Observateur »

« La volonté affirmée de François Mitterrand de donner une priorité au renforcement de la monnaie, à la revalorisation du Franc et à l'organisation des Finances est déjà, sur le seul plan du vocabulaire et aux yeux des spécialistes, une petite révolution : la droite s'occupe des Finances, la gauche de l'Economie. Voilà un leader de la gauche qui renverse la hiérarchie des concepts, parle d'austérité, de rigueur et de planification. »



Pierre Locardel

Directeur du service économique « Les Echos »

« C'est un nouveau Mitterrand qui s'est présenté devant les journalistes, au 3^e étage de la Tour Montparnasse, pour commenter les propositions économiques et sociales de la gauche. Le résultat est assez remarquable : M. Mitterrand analyse avec rigueur et répond avec précision, « sans biaiser », comme il le dit volontiers. »

ASSOCIATION POUR LE SOUTIEN DE LA CANDIDATURE DE FRANÇOIS MITTERRAND

Association à but non lucratif - loi de 1901

Je vous fais parvenir ma contribution personnelle :

20 F 100 F 1000 F

50 F 500 F

ou ce que je peux donner : _____ F

sous forme de :

chèque bancaire
 chèque postal*3 volets
 mandat-lettre } à l'ordre d'Emile Loo

Après avoir rempli ce bulletin, retournez-le dès aujourd'hui, avec votre contribution personnelle, 12, rue du Mail, Paris 2^e.

Vous pouvez aussi nous communiquer des noms d'amis auxquels nous pouvons envoyer une documentation sur notre action :

M., Mme : _____

Adresse complète : _____

M., Mme _____

Adresse complète : _____

M., Mme : _____

Adresse complète : _____

M., Mme : _____

Adresse complète : _____

CE QU'EN PENSENT LES SPÉCIALISTES



Pierre Mendès-France

Ancien président du Conseil

« Après la faillite économique de la majorité sortante, ses candidats redoublent de promesses et de démagogie. François Mitterrand a expliqué clairement sa volonté et ses ambitions sur le plan économique et financier.

Trois étapes : 6 mois, 18 mois, 5 ans.

Le succès de chacune permet le succès de la suivante. Une production enfin orientée vers le mieux-être des classes les moins bien traitées jusque-là (plutôt que vers les profits des plus favorisés et vers les grands équipements), la maîtrise par la collectivité des centres de domination économique qui ne vivent que de cette collectivité, de nouvelles relations sociales, l'égalité des chances pour les jeunes.

C'est l'intérêt du pays et de ceux auxquels la gauche entend faire rendre justice. »



Pierre-Paul Schweitzer

Ancien directeur général du Fonds Monétaire International

« Le programme économique tel qu'il a été exposé par François Mitterrand est certainement cohérent. On peut même le qualifier de vertueux, dans la mesure où il affirme qu'il ne faut jamais créer de demande sans l'existence d'une offre correspondante.

Je suis aussi frappé par l'importance attachée à la politique économique internationale, en particulier à l'égard du tiers-monde. Je ne peux évidemment qu'approuver l'accent mis sur la nécessité de défendre la monnaie et de protéger l'épargne.

Mais, pour atteindre les objectifs fixés par le programme, il ne me paraît pas opportun d'élargir le secteur public en développant la nationalisation du crédit. »

(Suite en pages précédentes)

La différence entre le prix de vente et le prix de revient de ce journal est entièrement versé au « Comité de Soutien à François Mitterrand ». En son nom, merci.